# ELECTIONS LÉGISLATIVES DES 4 ET 11 MARS 1973

DEUXIEME CIRCONSCRIPTION

## ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (O. C. I.)

(pour la reconstruction de la IVème Internationale)

## ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME (A. J. S.)

## Michel ELIARD enseignant, candidat

Bernard RUHAUD, éducateur de l'enfance inadaptée, suppléant

Je me présente aux suffrages des électeurs de la 2e circonscription. Je suis enseignant à l'université de Toulouse - Le Mirail. Les problèmes que je rencontre dans cette activité professionnelle, ce sont aussi vos problèmes.

Avant de les aborder, il faut soulever une question. Un député c'est, ou cela devrait être, le délégué de ses électeurs qui, à tous moments, doivent pouvoir le contrôler. Les rapports des électeurs avec leur député devraient être ceux de la Commune de Paris dont les députés étaient éligibles et révocables à tout moment, ceux des soviets de Lénine et Trotsky en 1917. C'est cela la véritable démocratie, la démocratie de l'Etat Ouvrier.

Il est vrai que nous ne sommes pas confrontés directement à ces problèmes dans les élections des 4 et 11 Mars, où il s'agit d'élire des députés dans le cadre de la Constitution autoritaire, condamnée par toutes les organisations ouvrières et démocratiques en 1958.

Ces élections ont, néanmoins, une grande importance : Il faut défaire l'U.D.R. et tous ses associés qui servent les intérêts du Capital. La défaite de POMPIDOU - MESSMER permettra d'abroger la Constitution gaulliste, de rétablir l'exercice de toutes les libertés ouvrières et démocratiques. La substitution au gouvernement POMPIDOU - MESSMER d'un GOUVERNEMENT OUVRIER s'engageant à satisfaire les revendications sera le premier pas vers le Socialisme.

Dans mon activité professionnelle, je constate, comme chacun d'entre vous, que les multiples directives du Ministère de l'Education Nationale, sous prétexte de simplifier les études, les rendent en fait de plus en plus compliquées. Personne n'y comprend plus rien.

La création des C.E.S. avec leurs couloirs et leurs filières accentue la sélection, les retards et les échecs et mène une grande masse d'élèves à la « vie active » sans formation professionnelle.

A l'Université, enseignants, étudiants, chercheurs, techniciens, personnel administratif, sont les victimes de réformes qui n'aboutissent qu'à la détérioration des conditions de travail, d'études, de recherche qui mettent de plus en plus l'Enseignement Supérieur et la Recherche au service d'intérêts patronaux. Par les lois du 16 juillet 1971, la bourgeoisie entend détruire l'Enseignement technique public et retourner à l'apprentissage sur le tas du XIXe siècle.

La gratuité de l'école est de plus en plus mise en cause.

Le démantèlement de l'Education Nationale, de la maternelle au Supérieur, est réalisé contre les intérêts des élèves, des étudiants et des enseignants.

Le lien est évident entre les mesures prises dans l'Education Nationale et l'aggravation des conditions de vie des travailleurs de toutes catégories.

Le lien est évident pour les travailleurs de la S.N.I.A.S. L'arrêt de la fabrication du Concorde signifierait, en effet, une chute de 50 % du plan de charge de la société aérospatiale : plusieurs milliers d'ouvriers, de techniciens, d'ingénieurs et de cadres hautement qualifiés seraient réduits au chômage.

Le lien est évident pour les employés des P et T, des centres de tri comme des chèques postaux, que le ministre Germain veut « rationaliser » en supprimant des milliers d'emplois.

Le lien est évident pour les paysans de cette circonscription, victimes d'un système de commercialisation des produits qui profite à tous les intermédiaires mais qui contraint le paysan à l'endettement et qui oblige l'ouvrier à acheter les produits de plus en plus cher.

Le lien est évident, la réponse doit être identique. Les 4 et 11 Mars, les travailleurs voteront contre tous les candidats des partis bourgeois : Baudis (U.R.P.), Dumaine (réformateur), Gos (C.R.L.), Bernat (A.R.I.L.).

Avec l'O.C.I. et l'A.J.S., j'appelle les électeurs à voter CLASSE contre CLASSE. A voter partis ouvriers contre partis bourgeois.

Mais des questions se posent :

Depuis dix ans, les écoles privées, avant tout confessionnelles, ont reçu 2.000 milliards de francs de subventions, soustraits à l'Ecole publique.

Je constate que le Programme Commun prévoit, malgré cela, l'indemnisation de l'Enseignement privé en cas de nationalisation.

IL Y A PLUS GRAVE : dans diverses déclarations publiques, des dirigeants du P.C.F. et du P.S. se sont prononcés pour l'entrée éventuelle à l'école de membres du clergé. C'est remettre en cause la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'Ecole.

Il ne s'agit pas de croyances.

Introduire des prêtres à l'Ecole publique, c'est permettre à une institution privée incontrôlée, ne relevant que de ses propres décisions, de violer les consciences de ceux qui, père et mère de famille, professent d'autres opinions.

La séparation de l'Eglise et de l'Ecole appartient à la tradition ouvrière et démocratique, pour laquelle, depuis la Commune de Paris et Jaurès, tous les partis ouvriers ont toujours combattu.

AUTRE QUESTION : 19 enfants, 2 professeurs ont été brûlés vifs dans un C.E.S. de Paris. victimes, quelle que soit la cause de l'incendie, d'une construction d'école bâclée, à bon marché. Un architecte de l'Administration, parlant de la construction des C.E.S., déclare : « *Ils sont juste bons à durer le temps d'une exposition* ».

Les responsables ? Ce sont ceux qui reçoivent les milliards de l'Etat (trusts du bâtiment, alliés aux banques et aux monopoles).

Je constate aussi que le Programme Commun ne prévoit pas la nationalisation des trusts du bâtiment, pas plus qu'il ne prévoit celle du trust HACHETTE qui réalise des profits gigantesques sur l'édition des manuels scolaires. *IL N'EST POURTANT QU'UNE SEULE VOIE :*

— Nationalisation laïque, sans indemnité ni rachat des écoles privées.

— Expropriation sans indemnité ni rachat des trusts du bâtiment.

— Contrôle des syndicats des enseignants, des associations de parents d'élèves avec la participation des syndicats ouvriers du bâtiment pour les constructions scolaires.

**Le Socialisme, c'est l'expropriation sans indemnité ni rachat des trusts et des banques.**

En refusant de combattre pour l'expropriation de Hachette, des trusts du bâtiment, etc..., on affirme par là ne pas vouloir combattre pour l'expropriation de tous les monopoles, on accepte en fait le maintien de la propriété privée des moyens de production.

**QUEL GOUVERNEMENT ?**

Nous, O.C.I., nous ne pouvons admettre que des partis, qui se réclament de la classe ouvrière, puissent gouverner avec des radicaux : avec le banquier Filippi, ex-sous-ministre de Pétain; avec l'anti-communiste Maurice Faure, qui déclarait, il n'y a pas si longtemps : « Je préfère voter pour un U.D.R. que de voter pour un candidat du P.C.F. ».

L'O.C.I. dit : C'est leurrer les travailleur que de prétendre vouloir défendre leurs revendications et leurs aspirations et accepter que les banquiers et les politiciens du grand capital puissent participer demain à un gouvernement avec le P.C.F. et le P.S.

L'O.C.I. dit : Le vote *"classe contre classe"* équivaut au vote pour un gouvernement du P.S. et du P.C.F. qui, seul, pourrait s'engager à développer une politique anti-capitaliste, c'est-à-dire qui ne comprendrait pas de ministre capitaliste.

**Je suis Trotskyste.** PUJOL déclare représenter aussi le trotskysme. Je n'ai évidemment pas l'intention de discuter ici du trotskysme, mais je dirai : PUJOL est enseignant comme moi. La Ligue « Communiste » dénonce la fonction objectivement répressive des enseignants de l'Education Nationale. Les enseignants n'ont pas choisi le métier de « policiers », mais celui d'éducateurs qu'ils exercent dans des conditions difficiles. Si être enseignant, c'est exercer une fonction de repression, alors pourquoi les enseignants adhérant à la Ligue Communiste continuent-ils à exercer cette profession ?

Il y a plus : Pujol et la Ligue « Communiste » se prononcent pour voter Union de la Gauche. Si l'O.C.I. estimait que l'Union de la Gauche et le Programme Commun étaient conformes aux intérêts des Travailleurs, elle n'aurait pas présenté de candidats.

Si vous estimez devoir émettre véritablement un vote de classe, alors, pour la construction du parti révolutionnaire, vous voterez pour le candidat de l'O.C.I.

L'O.C.I. combat POUR LE FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIERES, POUR LE SOCIALISME.

Cela exige de bâtir le parti révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre.

C'est pour ce parti que l'O.C.I. combat sur la base du programme de la IV[e] Internationale qu'il faut reconstruire pour poursuivre l'œuvre de Marx, Engels, Lénine et Trotsky.

— Pour le Socialisme : CLASSE CONTRE CLASSE.

— Pour le gouvernement ouvrier : CLASSE CONTRE CLASSE.

**Au premier tour : VOTEZ O.C.I. - A.J.S.**

**VOTEZ ELIARD**

**Au deuxième tour : Toutes les voix sur le candidat du Parti ouvrier arrivé en tête.**

**Michel ELIARD.**

IMP. MODERNE TOULOUSE